

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE de LES ANGLES

Affiché le
- 9 MAI 2022
Retiré le

DOSSIER : N° DP 066 004 22 D0017

Déposé le : 25/04/2022

Demandeur : Madame RIBEILL MARIE LOUISE

Adresse du demandeur : 13 RUE MIQUELET
66210 LES ANGLES

Dépôt affiché en mairie : 25/04/2022

Nature des travaux: Remplacement des menuiseries

Sur un terrain sis à : VILLAGE à LES ANGLES (66210)

Référence(s) cadastrale(s) : 4 AH 322

ARRÊTÉ

de non-opposition à une déclaration préalable au nom de la commune de LES ANGLES

Le Maire de la Commune de LES ANGLES

VU la déclaration préalable présentée le 25/04/2022 par Madame RIBEILL MARIE LOUISE,

VU l'objet de la déclaration :

- pour le Remplacement des menuiseries ;
- sur un terrain situé VILLAGE à LES ANGLES (66210)

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment l'article R. 423-6 ;

VU le Code du Patrimoine, notamment les article L.632-1 et L.632-2 ;

VU la loi n°85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Les Angles approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 19 décembre 2018 ;

VU en particulier le règlement de la zone UA du Plan Local d'Urbanisme ;

VU l'avis Favorable avec prescriptions de Unité Départementale de l'Architecture et Patrimoine des Pyrénées-Orientales (UDAP) en date du 04/05/2022 ;

CONSIDERANT que l'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ;

CONSIDERANT que ce projet en l'état n'est pas conforme aux règles applicables dans ce site patrimonial remarquable ou porte atteinte à sa conservation ou à sa mise en valeur,

CONSIDERANT qu'il peut cepeandt y être remédié;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable susvisée sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Le projet présenté ne respecte pas la cohérence architecturale et urbaine du vieux village en site patrimonial remarquable :

Le projet respectera la typologie et l'aspect des menuiseries en bois peint : les nouvelles menuiseries (volets, portes, fenêtres à petits bois, etc..) reprendront les mêmes proportions, profils, aspect et couleurs des menuiseries en bois peintes existantes et traditionnelles au vieux village.

Les fenêtres seront recoupées par des petits bois (de trois à quatre carreaux par vantail et bas de porte plein pour les portes fenêtres), afin de respecter l'effet relief des fenêtres traditionnelles, les petits bois doivent être posés sur la vitre à l'extérieur du vitrage avec intercalaire sombre et non pas incorporés dans le double vitrage.

Les nouvelles menuiseries seront en bois naturel (les tons "faux bois", les lazures, les vernis ton bois "chêne doré", le blanc, couleurs non traditionnelles sont exclues) cela afin de conserver l'esprit des menuiseries très colorées de notre région (gris colorés : rouges, bleus, verts, etc., sauf les tons pastels et les couleurs trop criarde.

Les fenêtres pourront être soit de la même couleur que les volets ou soit d'un ton blanc cassé, crème ou gris clair.

Les volets en bois existants seront dans la mesure du possible, restaurés et conservés en place ou refait à l'identique le cas échéant, afin de garder le caractère de cet immeuble et des façades du village.

LES ANGLÉS, le 05/05/2022
Le Maire,

Michel POUDADE
(Pr.-Or.) 66

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet Il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de l'autorisation :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de l'autorisation est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision Juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site Internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en Informer le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en Informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr